

Numéro 23 - 15 juin 2019

**La valse-hésitation de l'Accord commercial
Canada-États-Unis-Mexique**

**L'ordre du jour commercial agressif
des États-Unis ébranle les
arrangements en place**

- K.C. Adams -



Opposition à l'offensive antisociale en Ontario

- Des actions à l'échelle de la province marquent un an de résistance au gouvernement Ford

**Soutenons la juste lutte du peuple coréen
pour la paix et la réunification**

- Opposons-nous au rôle du Canada dans l'agression dirigée par les États-Unis contre la République populaire démocratique de Corée
- *Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)* -
- La RPDC appelle les États-Unis à marquer le premier anniversaire de l'historique Déclaration commune en la mettant en oeuvre dans un esprit nouveau
 - 19e anniversaire de l'historique Déclaration commune Nord-Sud du 15 juin 2000

Défendons les droits des immigrants et des réfugiés aux États-Unis

- La résistance au profilage et aux fouilles des patrouilles frontalières
- Le Nouveau-Mexique poursuit l'administration Trump pour ses politiques d'immigration
 - Poursuite contre le refus illégal de libération conditionnelle aux demandeurs d'asile
- *Union américaine des libertés civiles* -
- Une injonction de la Cour fédérale des États-Unis bloque en partie le mur frontalier
- Les fonctionnaires de Trump veulent utiliser des bases militaires pour emprisonner 5000 enfants sans papiers

Élection du Parlement européen 2019

- Un Parlement européen fragmenté
- La division du corps politique en Grande-Bretagne

La valse-hésitation de l'Accord commercial Canada-États-Unis-Mexique

L'ordre du jour commercial agressif des États-Unis ébranle les arrangements en place

- K.C. Adams -

Les disputes qui entourent l'Accord commercial Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) reflètent la collusion et la rivalité interimpérialistes qui existent entre les sections rivales de l'oligarchie financière mondiale. Cette collusion et cette rivalité posent le très sérieux danger d'une guerre interimpérialiste mondiale mobilisant les armées des grandes puissances. Les Canadiens doivent assumer leur responsabilité sociale en dénonçant et en isolant les fanatiques proguerre des partis cartellisés au pouvoir au Parlement fédéral et faire du Canada une zone de paix.

La Forteresse Amérique du Nord, sous le diktat de l'impérialisme américain, semble avoir du mal à se prendre en main. Les contradictions au sein de l'élite dirigeante qui proviennent de la rivalité d'intérêts privés ne cessent de refaire surface et provoquent une guerre civile. Entre-temps, les travailleurs s'avancent de plus en plus pour faire leurs réclamations à la société comme ils se doivent de le faire et pour parler en leur propre nom.

Peu après son élection, le président Trump a annoncé que les trois pays de l'Amérique du Nord devaient négocier un nouvel ALÉNA sinon les États-Unis allaient s'en retirer unilatéralement. Ces négociations, qui sont devenues un mélodrame quotidien dans lequel des personnalités politiques rivalisent et essaient de se promouvoir et d'avancer leur carrière, n'ont produit une entente de principe que récemment.



Avant que l'ACEUM n'ait pu être soumis à la ratification des différentes assemblées législatives, le

pouvoir exécutif étasunien l'a fait dérailler en imposant des tarifs sur l'acier et l'aluminium canadiens et mexicains, invoquant des raisons de « sécurité nationale ». Les États-Unis ont retiré ces tarifs le 17 mai, sans expliquer comment la menace à la sécurité nationale des États-Unis avait été écartée et en indiquant que les tarifs pourraient être rétablis à tout moment.

Une fois de plus cependant, avant même que ne débute le processus de ratification de l'ACEUM, le président Trump a perturbé le processus en menaçant d'imposer des tarifs sur toutes les exportations mexicaines vers les États-Unis à moins que les autorités mexicaines n'empêchent les migrants de s'approcher de la frontière et d'entrer aux États-Unis.

Puis, le 7 juin, le président Trump a annoncé via Twitter qu'un accord avait été conclu avec le Mexique pour réduire le flux de migrants à la frontière sud-ouest des États-Unis et que, par conséquent, les tarifs douaniers imposés le 10 juin avaient été suspendus indéfiniment.

Les accords des impérialistes américains ne valent pas le papier sur lequel ils sont écrits

Il semble que les accords commerciaux globaux soient devenus dépassés alors que les gros joueurs de l'oligarchie financière, surtout les impérialistes américains, réclament la flexibilité de pouvoir agir en dehors de tout arrangement général. Comment expliquer sinon le recours soudain des États-Unis au prétexte de la sécurité nationale pour imposer des tarifs sur l'acier et l'aluminium à ceux qui sont censés être leurs partenaires en Amérique du Nord afin de faire dérailler l'ACEUM, et surtout l'excuse de l'immigration ?



Tous les arrangements internationaux, y compris les Nations unies, l'OTAN, l'Organisation mondiale du commerce, l'Union européenne et le Tribunal international sont attaqués par leurs membres puissants comme étant trop restrictifs pour leurs intérêts nationaux. Ces intérêts nationaux représentent en fait les intérêts privés d'oligarques financiers rivaux qui ont une portée et un pouvoir mondiaux.

Par exemple, la Turquie, qui est membre de l'OTAN, défie l'exigence que les membres de l'OTAN doivent acheter essentiellement de l'armement américain et a décidé d'acheter le système de défense antimissile russe S-400. Chose encore plus importante, les restrictions au sein de l'OTAN sont contestées par les pays de la vieille Europe. Ceux-ci ont formé leur propre alliance militaire européenne appelée Coopération structurée permanente (CSP) à l'extérieur de l'OTAN et sans la Grande-Bretagne. Cette nouvelle structure militaire européenne a publié ce que les hauts représentants américains appellent des « mesures restrictives » qui sont des règles en vertu desquelles la plus grande partie des armes de la CSP doivent être produites et achetées en Europe. C'est un défi direct à la domination des États-Unis sur les ventes d'armes mondiales et cela a rendu l'élite dirigeante impérialiste américaine furieuse, comme il fallait s'y attendre.[1]

L'ACEUM n'est qu'un des nombreux mélodrames parmi d'autres dans le monde de la collusion et de la rivalité impérialistes

Les luttes internes et les grands gestes théâtraux entourant l'ACEUM reflètent la concurrence qui existe entre les membres de l'oligarchie financière et leurs entreprises mondiales qui cherchent à dominer leurs secteurs non seulement en Amérique du Nord, mais en Europe et au-delà. La rivalité dans le monde est devenue particulièrement aiguë dans le secteur de la technologie où la domination des États-Unis est contestée. Des disputes se développent aussi en agriculture, dans la production de

véhicules, dans le pétrole et le gaz naturel, dans l'aluminium, les avions commerciaux et les armements.

Ces conflits entre des compagnies spécifiques dirigées par les États-Unis et des concurrents basés en Chine, en Russie et en Europe sont importants et mobilisent une large gamme d'intérêts privés rivaux dans le monde. Ces conflits intermonopolistes comprennent aussi la course des puissances impérialistes pour dominer et contrôler des secteurs économiques spécifiques et de régions entières. Les impérialistes américains, forts de leurs centaines de bases militaires et d'armadas navales dans le monde, sont déterminés à préserver leur domination dans les Amériques et les Caraïbes, en Europe, en Asie et en Afrique et à contrer l'influence croissante de puissances mondiales en développement comme la Chine, la Russie et d'autres.

Les impérialistes américains ont embrasé l'Asie de l'Ouest et l'Afrique du Nord avec le changement de régime, la guerre et la destruction des puissances qu'ils ne sont pas capables de contrôler. Ailleurs, ils ont imposé un blocus génocidaire à la République populaire démocratique de Corée, à Cuba et au Venezuela. Ils ont déclaré que l'Amérique latine doit être leur chasse gardée, poursuivant la tradition de la doctrine Monroe impérialiste du XIXe siècle, qui considère que les nations souveraines n'ont pas le droit de tracer leur propre voie de développement.

Les oligarques américains lancent une attaque contre leur concurrent technologique Huawei

Les États-Unis, avec l'appui apparent des autorités canadiennes, ont banni l'entreprise technologique chinoise Huawei et ses produits des États-Unis et ont interdit tout usage ou coopération avec des entreprises américaines et menacent de pénalités sévères tous ceux qui continuent de faire affaire avec elle. Cela a suscité de la résistance partout dans le monde parce que les produits et la technologie avancée de Huawei sont déjà largement utilisés en Europe et ailleurs, notamment en Grande-Bretagne et au Canada. Dans le cadre de la campagne mondiale contre leur concurrent grandissant Huawei, les États-Unis ont ordonné au Canada d'arrêter la dirigeante de Huawei Meng Wanzhou alors qu'elle était en transit à l'aéroport de Vancouver en route vers le Mexique. Elle a été détenue et est menacée d'extradition vers les États-Unis pour avoir soi-disant enfreint l'embargo américain contre l'Iran.

Les statistiques sur le commerce entre les États-Unis et la Chine montrent avec quelle rapidité ces attaques et ces événements pénètrent différents secteurs. La chute des importations chinoises de produits agricoles américains a été très rapide ; celles-ci ont chuté d'un montant annuel de 25,7 milliards de dollars en 2014 à 21,8 milliards en 2017. À cause des attaques soutenues de l'impérialisme américain contre Huawei et d'autres intérêts chinois, on prévoit que cela va baisser jusqu'à 6,5 milliards en 2019. À cause de la complicité active du Canada avec les impérialistes américains dans cette attaque contre un concurrent mondial, les entreprises canadiennes ont elles aussi connu une chute de leurs exportations vers la Chine, surtout des principaux produits agricoles, de même que des problèmes en ce qui concerne d'autres partenariats.

L'impérialisme américain brise le Plan d'action global conjoint avec l'Iran de 2015

En 2018, les États-Unis ont rompu unilatéralement l'accord nucléaire international de 2015 avec l'Iran. Ils demandent que les autres fassent de même et coupent leurs relations économiques ou autres avec l'Iran. Les entités économiques qui enfreignent l'embargo américain de l'Iran se voient interdire l'accès au marché américain ou toute relation d'affaires avec les entreprises qui sont liées aux



États-Unis sous peine de sanctions en vertu des lois américaines, dont un exemple est la persécution de la dirigeante de Huawei Meng Wanzhou. La réintroduction d'un embargo américain contre l'Iran après que le différent sur le programme nucléaire de l'Iran ait été résolu a provoqué des conflits significatifs à l'échelle mondiale.

Les États-Unis s'attaquent au gaz naturel russe qui leur fait concurrence

L'embargo des États-Unis sur le pétrole et le gaz iraniens a été élargi aux exportations de gaz russe vers l'Europe. Les États-Unis veulent faire dérailler le nouveau partenariat Russie/Europe de gazoduc jumelé Nord Stream qui fournit directement du gaz naturel au marché de l'UE par la mer Baltique et évite ainsi le territoire de l'Ukraine.

Les oligarques américains du pétrole liés à la fracturation aux États-Unis exportent maintenant du gaz de fracturation sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL) partout dans le monde et veulent les droits exclusifs en Europe, sans la concurrence provenant du gaz russe moins cher non liquéfié arrivant par gazoduc. Ils qualifient le GNL américain de « gaz de la liberté » et insistent pour que tous l'achètent plutôt que le « gaz répressif » de la Russie et de l'Iran.

L'ACEUM dans le contexte de la concurrence et de la rivalité mondiales au sein du système impérialiste d'États dominé par les États-Unis

La révision de l'ALÉNA et la ratification de son remplacement par l'ACEUM se font dans le cadre de l'intensification de la collusion et de la rivalité entre les sections rivales de l'oligarchie financière mondiale. Dans leur course à l'hégémonie mondiale, les oligarques des États-Unis font face au développement inégal des forces productives sous l'impérialisme. De nouvelles forces de l'économie mondiale telles que la Chine, l'Inde, l'Indonésie et d'autres, et de vieux joueurs qui ont retrouvé leur force comme la Russie et d'autres en Europe réclament leur place et refusent de plus en plus de plier l'échine devant l'oligarchie financière américaine autrefois incontestée et son pouvoir militaire mercenaire et d'État.

La ratification ou la non-ratification de l'ACEUM est moins importante pour les impérialistes américains dans cette période où les accords internationaux sont ignorés de manière routinière selon les demandes d'intérêts privés particuliers. La menace de guerres plus vastes grandit à mesure que la rivalité et son pendant, la collusion, s'intensifient parmi les puissants secteurs de l'oligarchie financière internationale, alors que ceux-ci et les États et les armées qu'ils contrôlent luttent pour des positions qui les avantagent.

Le monde moderne des forces productives socialisées et du commerce mondial requiert la coopération de tous les peuples du monde et de leurs pays souverains. Il faut créer de nouveaux arrangements qui reposent sur l'avantage réciproque, le développement et la coopération de tous les pays souverains, sans ingérence dans le droit de toutes les nations de bâtir leur propre avenir selon leur propre matériel de pensée et leur conscience sociale.



La responsabilité sociale des Canadiens est d'extirper le pays de la domination et du contrôle de l'impérialisme américain et de son ingérence et de son agression contre les peuples du monde alors qu'il tente d'éliminer toutes les forces qui lui font concurrence dans sa campagne pour reprendre le

contrôle du monde entier. Dans cette prise en main de la responsabilité sociale dans un monde aux prises avec un danger croissant de guerre mondiale, une question centrale est de faire du Canada une zone de paix, d'isoler les fanatiques proguerre des partis cartellisés du Parlement et de bâtir de nouvelles institutions sociales, économiques et politiques, conformes aux conditions modernes, qui garantissent le bien-être, la sécurité et les droits de tous.

Note

1. La possibilité pour les États membres de l'Europe de participer à la CSP - sur une base volontaire - a été introduite par l'article 42(6) du Traité de Lisbonne sur l'Union européenne en décembre 2017. Cet article prévoit que les États membres dont les capacités militaires remplissent des critères plus élevés et qui ont pris des engagements plus contraignants les uns envers les autres dans ce domaine établiront une coopération structurée permanente dans le cadre de l'UE (tiré du site web de la CSP/PESCO)

(Photos : LML, Code Pink)

Opposition à l'offensive antisociale en Ontario

Des actions à l'échelle de la province marquent un an de résistance au gouvernement Ford



À Saint-Thomas, Ontario, 7 juin 2019

Le 7 juin était le premier anniversaire de l'élection du gouvernement de Doug Ford en Ontario, une année au cours de laquelle des actions vigoureuses ont été organisées pour résister à l'offensive antisociale néolibérale de ce gouvernement. Les travailleurs et travailleuses de tout l'Ontario ont tenu des actions du 5 au 8 juin pour marquer cet anniversaire par une affirmation de la défense des droits de tous et toutes et ont déclaré que leurs revendications doivent être à l'ordre du jour et non la devise antisociale du gouvernement Ford que « l'Ontario est ouverte aux affaires ». Des personnes de tous les horizons ont fait savoir que les Ontariens et Ontariennes n'ont pas voté pour le programme de payer les riches du gouvernement Ford. Que ce soit aux niveaux provincial ou fédéral, les travailleurs et travailleuses rejettent les gouvernements qui prétendent que, parce qu'ils

ont remporté les élections, ils ont le mandat de faire ce qu'ils veulent, quelles que soient les revendications du peuple

Plus de 50 actions ont eu lieu à travers la province, y compris de nombreux piquetages devant les bureaux de circonscription des députés du Parti progressiste-conservateur. À certains endroits, les travailleurs ont organisé des programmes éducatifs à l'heure du dîner pour s'informer sur ce que le gouvernement conservateur est en train de faire. Les enseignants, les travailleurs de l'éducation, les étudiants, les parents, les professionnels de la santé et du secteur public et les défenseurs des services publics, ainsi que ceux qui protestaient contre les réductions du financement des thérapies pour l'autisme figuraient au premier rang de deux journées actions, avec ceux qui se mobilisent pour défendre les droits des plus vulnérables et des travailleurs qui occupent des emplois précarisés. Les réductions des prestations aux personnes handicapées, le recul sur l'équité salariale, la réduction du financement de l'aide juridique et l'inaction face aux changements climatiques faisaient également partie des préoccupations de ceux qui sont descendus dans la rue.

Ces actes de résistance organisée sont plus importants que jamais, car le gouvernement Ford a montré qu'il n'y a pas de limite à ce qu'il s'abaissera à faire pour poursuivre l'offensive antisociale. Il veut couper et restructurer tant qu'on le laissera faire, peu importe les conséquences pour les couches les plus vulnérables de la société. Il prétend qu'il doit trouver des « gains d'efficacité » de 6 milliards de dollars pour équilibrer le budget. Les travailleurs, les femmes, les jeunes et d'autres collectifs ont montré qu'ils refusent d'être déshumanisés et d'être réduits à des objectifs de réduction et de restructuration des programmes sociaux et des services publics qu'ils ont réussi à préserver au fil des décennies. Ils ne consentent pas à ce que ce programme antisocial soit mis en oeuvre au nom du peuple.



Dans une convocation aux journées d'action du 5 juin, Chris Buckley, président de la Fédération du travail de l'Ontario (FTO), déclare : « La promesse de campagne du premier ministre que 'pas un seul emploi' ne serait perdu à cause des compressions était juste de la propagande électorale. Ce gouvernement ne parle même pas à ses électeurs. Les députés continuent d'annuler leurs réunions et ont même appelé la police contre les personnes âgées qui envoyaient pacifiquement le message qu'elles ne voulaient pas de coupes du gouvernement. » La FTO note que le gouvernement Ford continue de réduire les services publics et que les réductions de financement ont entraîné des licenciements dans des services importants tels que la santé et l'éducation.

Alors que ces actions de défense des droits se poursuivent, il est nécessaire que les travailleurs abordent la question clé de s'investir de pouvoir politique afin de mettre en place de nouveaux arrangements politiques et économiques servant leurs intérêts et non des intérêts d'affaires privés. Cela est également important dans le contexte des prochaines élections fédérales, où les travailleurs et travailleuses peuvent utiliser leur voix pour exprimer leurs revendications et prendre les positions nécessaires pour défendre les droits de tous.

Est de l'Ontario

À Ottawa, deux rassemblements ont eu lieu, l'un au parc Preston et l'autre au palais de justice de la rue Elgin, à côté de l'hôtel de ville. Ce dernier a réuni quelque 600 personnes sur l'heure du dîner.

Ottawa



Kingston



Lindsay



Centre de l'Ontario

Le 6 juin à Toronto, des rencontres ouvertes ont eu lieu dans plus de 200 écoles avec la participation des parents, des éducateurs et des élèves. Les rencontres avaient lieu 30 minutes avant le début des cours.

Des blitz de sensibilisation et de distribution de tracts ont été organisés dans divers quartiers de Toronto et dans la région du Niagara.

À Scarborough, les postiers se sont rassemblés au centre de tri de Postes Canada et une autre action a eu lieu au centre civique de Scarborough.

À l'autre bout de la région métropolitaine de Toronto, une marche militante à Mississauga a réuni des centaines de personnes qui ont manifesté leur volonté de résister aux coupures imposées par le gouvernement dans les services publics, l'éducation, la santé et d'exiger un travail décent.

À Hamilton, plus de 200 travailleurs et militants sociaux se sont réunis à l'hôtel de ville pour un festival de la résistance. Les travailleurs, y compris la section locale 1005 du Syndicat des métallos avec ses drapeaux, ont déclaré qu'ils continuaient de résister aux attaques du gouvernement Ford contre leurs droits, qu'il s'agisse des salaires, des pensions et des avantages sociaux ou de la santé et de la sécurité. Le Réseau ontarien des groupes de travailleurs accidentés avait inscrit sur sa bannière : « L'indemnisation est un droit ! »

Port Hope



Whitby





Scarborough





Toronto



Région de York



Woodbridge



Mississauga



Hamilton





Sud-Ouest de l'Ontario

Les militants ont organisé une marche de quatre kilomètres entre Waterloo et Kitchener pour dire au gouvernement Ford : « Nous n'avons pas voté pour cela ! »

Le Conseil du travail du district de Guelph a coparrainé avec des organisations environnementales un rassemblement et une marche vers l'usine d'embouteillage Nestlé à Aberfoyle, où la société prélève de l'eau de l'aquifère des Six Nations. Le but était de dénoncer le fait que le gouvernement Ford a ouvert l'environnement au pillage des firmes multinationales.

À St-Thomas, les travailleurs de la région de London ont organisé un rassemblement animé.

À Chatham, des travailleurs représentant de nombreux secteurs de l'économie locale ont participé à une manifestation au bureau de circonscription du député conservateur Rick Nicholls.

Les participants à un forum public à Windsor, le 7 juin, ont lancé un Non ! retentissant aux attaques contre les programmes sociaux promues par le gouvernement Ford. Le forum était organisé par la Coalition pour l'éducation publique de Windsor Essex. Le conférencier principal était Sam Hammond, président de la Fédération des enseignantes et des enseignants élémentaires de l'Ontario.

Kitchener-Waterloo



Guelph



Saint-Thomas



Chatham-Kent



Windsor



Nord de l'Ontario

À Sudbury, un vigoureux rassemblement a eu lieu à l'hôtel de ville.

Une marche funèbre à North Bay, circonscription du ministre des Finances Fedeli, a souligné les effets dévastateurs des coupures sur les services et les programmes.

North Bay





Bracebridge



Sudbury





(Photos : LML, FTO, L. Elliott, A. Farrow, M. Wiper, J. Harden, CIPP, A. Farrow-Giroux, N. Drolet, Muskoka Power, J. West, M. Vis, L. Jamieson, C. Matthew, Conseil du travail du Northumberland, T. Balducci, S. McMurray, Unite Here 75, SCFP 905, A. Benhaw, F. Hahn, Autism Coalition, S. Wilson, S. Freund, J. Folk-Dawson, Conseil du travail de London et district, J. Kotsis, M. Dunlop, S. Harris)



Soutenons la juste lutte du peuple coréen pour la paix et la réunification
Opposons-nous au rôle du Canada dans l'agression
dirigée par les États-Unis contre la République
populaire démocratique de Corée

- Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), 15 juin 2019 -



Le rôle de l'armée canadienne dans l'application de sanctions injustes et criminelles contre la République populaire démocratique de Corée (RPDC) suscite de vives inquiétudes. Ces activités surviennent à un moment où les peuples du monde s'opposent à toute intervention étrangère et demandent que les conflits soient résolus par les moyens pacifiques et diplomatiques. Les sanctions sévères prises par les États-Unis contre la RPDC compromettent la création de conditions propices aux relations intercoréennes et aux négociations de paix entre les États-Unis et la RPDC et les empêchent d'aller plus loin.

Le 3 juin, le ministère de la Défense nationale du Canada a annoncé que les forces militaires canadiennes déploieront le NCSM *Regina*, le ravitailleur naval *Asterix* et un CP-140 Aurora dans le cadre de l'opération NEON, « afin d'appuyer les sanctions imposées contre la Corée du nord ». Le communiqué du ministère cite le lieutenant-général Mike Rouleau, commandant des opérations interarmées du Canada, qui déclare que l'opération NEON est « la contribution du Canada à cette initiative multinationale à l'appui de la paix et de la sécurité dans la péninsule coréenne ». Le ministre de la Défense nationale Harjit S. Sajjan affirme que « les Canadiens peuvent être fiers du travail que les Forces armées canadiennes accomplissent aux côtés de nos alliés et partenaires dans la région de l'Asie-Pacifique. Cela comprend les contributions à l'opération NEON dans le cadre des sanctions imposées par le Conseil de sécurité des Nations unies. Ces sanctions jouent un rôle essentiel en appuyant la sécurité mondiale et la prospérité dans la région. »

C'est un sophisme qui ne trompe personne. Les peuples du monde ont vu de leurs yeux comment les efforts conjugués de la RPDC et de la République de Corée ont créé les conditions permettant aux États-Unis de commencer le processus de normalisation des relations avec la RPDC au cours des 18 derniers mois. Cela comprend les déclarations claires de la RPDC sur les raisons pour lesquelles elle doit développer sa dissuasion nucléaire et que, si elle est en mesure d'assurer la sécurité de la RPDC et de la péninsule coréenne dans son ensemble par le biais de négociations, cette dissuasion ne sera plus nécessaire. Les sanctions n'ont joué aucun rôle dans la réalisation de cet objectif.

Objectivement, les sanctions contre la RPDC font beaucoup de tort aux citoyens de la RPDC et en même temps elles accroissent les tensions. Elles n'ont jamais contribué à la sécurité dans la région. Qui plus est, elles sont contraires aux principes à la base du droit international. La RPDC n'a jamais, par principe, compromis sa souveraineté ou cédé aux sanctions. Les sanctions n'ont pas non plus empêché la RPDC de trouver les moyens de se défendre contre toute agression extérieure, y compris le développement de sa dissuasion nucléaire. L'ingéniosité, la persévérance et la capacité productive du peuple coréen ont permis à la RPDC de surmonter ces sanctions injustes à maintes reprises et de se procurer la sécurité dont elle a besoin et de maintenir ainsi la paix dans la région et dans le monde.

Les sanctions n'ont pas non plus contribué à la prospérité. Bien que les États-Unis, le Canada et d'autres prétendent que ces sanctions défendent les droits humains, elles font en réalité le contraire. Elles constituent une atteinte aux droits fondamentaux des citoyens de la RPDC, leur causant de grandes difficultés en les privant des relations commerciales normales et des nécessités de base. Les sanctions bloquent le projet conjoint de développement économique à Kaesong, par exemple. Cette importante entreprise qui renforce la prospérité mutuelle du Nord et du Sud a été directement sabotée par les sanctions.

Le gouvernement canadien prétend défendre la primauté du droit et que le Canada est un pays de maintien de la paix. Que faut-il y comprendre quand il agit comme un voyou qui applique le régime de sanctions illégales des impérialistes américains ? C'est déshonorant pour les Canadiens et contraire à leur volonté. Les Canadiens ne se voient pas comme les exécuteurs de la volonté de l'impérialisme américain.

Si le Canada tenait vraiment à promouvoir la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne, il demanderait aux États-Unis de respecter l'accord commun de juin 2018 et de prendre des mesures concrètes en vue de l'établissement de nouvelles relations avec la RPDC au lieu de chercher à accroître les conflits et les tensions. De plus, le Canada doit réparer ses crimes passés contre la RPDC en tant que participant agresseur à la guerre de Corée qui a divisé la Corée et au cours de laquelle de terribles crimes ont été commis par les États-Unis et leurs alliés. Plus de 4 millions de Coréens, dont de nombreux de civils, ont été tués pendant la guerre, Pyongyang a été rasée, la RPDC et son peuple ont subi d'énormes destructions causées par les bombardements intensifs des villes, des barrages et des centrales électriques, les bombes au napalm et la guerre biologique.

Le Canada doit être une force pour la paix dans la péninsule coréenne en mettant fin à la participation de l'armée canadienne à de telles coalitions multinationales qui sillonnent les mers en gendarmes autoproclamés pour réaliser les visées de domination mondiale de l'impérialisme américain même au pris de la destruction de nations entières. Le Canada doit jouer le rôle d'encourager des relations multiformes avec la RPDC fondées sur les principes de non-ingérence dans les affaires internes de chacun et l'avantage réciproque. Il devrait soutenir toutes les initiatives du peuple coréen telles que la Déclaration intercoréenne de Panmunjom d'avril 2018 qui font progresser la cause de la paix et de la réunification de la Corée. C'est ce que veulent les Canadiens et c'est ce que souhaite le peuple coréen. Ce sera une contribution à la paix et à la stabilité dans la péninsule coréenne et dans le monde.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appelle les Canadiens à s'opposer résolument à l'opération NEON en tant qu'acte d'agression contre la RPDC. Il est important que les Canadiens restent informés de l'évolution de la situation dans la péninsule coréenne et ne soient pas la proie de la propagande de peur et guerrière qui ne sert pas du tout la cause de la paix ni leur désir de faire du Canada une zone de paix.

***Ne touchez pas à la RPDC !
Mettez fin aux sanctions contre la RPDC !
Non à la participation du Canada aux agressions contre la RPDC !***



La RPDC appelle les États-Unis à marquer le premier anniversaire de l'historique Déclaration commune en la mettant en oeuvre dans un esprit nouveau



Au Sommet RPDC-États-Unis du 12 juin 2018

Le 3 juin, veille du premier anniversaire de l'historique premier Sommet entre le président de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) Kim Jong Un et le président américain Donald Trump, le ministère des Affaires étrangères de la RPDC a publié une déclaration résumant

l'année écoulée depuis cette première réunion le 12 juin 2018 à Singapour.

Le ministre des Affaires étrangères commence par noter que le Sommet RPDC-États-Unis était un événement capital qui a inspiré l'espoir au peuple coréen et à l'humanité tout entière et que c'était le début d'un jour nouveau dans les relations entre la RPDC et les États-Unis, adversaires depuis près de 70 ans. Il souligne que le Sommet RPDC-États-Unis a montré au monde que « même les pays aux relations les plus hostiles pourraient constituer un moyen d'établir de nouvelles relations une fois qu'ils auront pris des mesures politiques décisives pour défendre la paix et la stabilité, en accordant la priorité absolue à ces questions ».

Il poursuit en soulignant que le gouvernement de la RPDC au cours de l'année écoulée a travaillé sans relâche pour établir de « nouvelles relations entre la RPDC et les États-Unis, instaurer un régime de paix durable et stable dans la péninsule coréenne et réaliser la dénucléarisation de la péninsule coréenne, comme il est stipulé dans la Déclaration commune du 12 juin 2018 entre la RPDC et les États-Unis ... » signée par les deux dirigeants lors des tout premiers pourparlers États-Unis-RPDC.

Toutefois, ajoute-t-il, les États-Unis n'ont pas rendu la pareille dans le même esprit et envisagent toujours « de nous anéantir par la force », choisissent d'ignorer leur obligation d'agir conformément à la lettre et à l'esprit de la Déclaration commune RPDC-États-Unis et continuent d'insister unilatéralement pour que la RPDC soit la première à procéder à la dénucléarisation.

La déclaration du ministère des Affaires étrangères indique que la position et l'approche des États-Unis ont été clairement exposées lors du deuxième Sommet RPDC-États-Unis, tenu à Hanoi en février de cette année. Elle souligne qu'à ce moment-là, « les États-Unis ont commis la plus grande erreur en ratant l'occasion de leur vie » et en insistant pour que la RPDC démantèle son arsenal nucléaire en tant que condition préalable aux négociations, alors que cette demande unilatérale est inacceptable.

La déclaration du ministère des Affaires étrangères de la RPDC indique que si les États-Unis avaient abordé les relations bilatérales avec une « position sérieuse et une attitude sincère pour les mettre en oeuvre » et « avaient fait tant soit peu un premier pas pour aider », la question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne aurait progressé.

Le ministère des Affaires étrangères de la RPDC se réfère également à la déclaration de politique majeure du président Kim à l'Assemblée populaire suprême de la RPDC du 13 avril de cette année, dans laquelle il soulignait qu'étant donné « l'hostilité profondément enracinée entre la RPDC et les États-Unis », il faudrait que les deux parties renoncent à leurs demandes unilatérales pour mettre en oeuvre l'Accord du sommet du 12 juin 2018 et, comme la RPDC avait déjà pris des mesures dans ce sens, les États-Unis doivent faire de même.

Le ministère des Affaires étrangères de la RPDC rappelle aux États-Unis que la Déclaration commune du 12 juin 2018 « constitue l'engagement que les deux pays ont pris envers le monde et l'humanité, et que c'est la tâche qui incombe aux deux parties d'en être ensemble redevables ».

La déclaration du ministère des Affaires étrangères affirme que la RPDC reste fermement attachée à la mise en oeuvre de bonne foi de la Déclaration commune RPDC-États-Unis du 12 juin 2018. Mais elle avertit que si les États-Unis ne s'acquittent pas de leurs obligations et continuent de recourir à leur politique hostile à l'égard de la RPDC, le sort de la Déclaration commune RPDC-États-Unis sera incertain.

La déclaration souligne que le sort de la Déclaration commune RPDC-États-Unis du 12 juin 2018 est entre les mains des États-Unis et appelle le gouvernement des États-Unis à réfléchir à l'année écoulée, à cesser de mettre à l'épreuve la patience de la RPDC et à se joindre de nouveau à la RPDC

dans un effort sincère et sérieux pour réaliser les nobles objectifs de la Déclaration commune.

(Ministère des Affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée. Traduction : LML)


19e anniversaire de l'historique Déclaration commune Nord-Sud du 15 juin 2000

**19th ANNIVERSARY OF THE HISTORIC JUNE 2000
NORTH-SOUTH JOINT DECLARATION**

**Public Forum for
Peace, Security and
Denuclearization of
the Korean Peninsula**

Toronto • June 15, 2019

**Organized by: Korea Truth Commission (Canadian Chapter)
and Korean Federation in Canada**



Toronto
Samedi 15 juin - 14 h à 18 h
Centre communautaire TNG, 349, rue Ontario
Information: 416-768-1107 ou courriel: corfedca@yahoo.ca

Le 15 juin 2019 est le 19e anniversaire de la Déclaration commune historique Nord-Sud signée par le dirigeant de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), Kim Jong Il, et le président de la République de Corée, Kim Dae Jung. Cette déclaration historique a inspiré la nation coréenne tout entière et toute l'humanité éprise de paix. La Déclaration commune a créé les conditions permettant au peuple coréen, au nord au sud, de resserrer ses liens et d'être à l'aise dans le travail commun pour résoudre les problèmes, faire avancer son projet d'édification nationale de réunification nationale et de mettre fin à la division injuste et continue de son pays, et progresser ensemble en tant que pays uni et indépendant vers un avenir brillant et prospère.

Par la suite, de 2000 à 2008, sous la direction des présidents progressistes Kim Dae Jung et Roh Moo-hyun, des progrès ont été accomplis dans le renforcement des relations intercoréennes, notamment par la création en 2002 du complexe industriel de Kaesong situé au nord de la zone démilitarisée. Ce projet très réussi entrepris conjointement par la RPDC et la Corée du sud a permis à 123 sociétés sud-coréennes employant 53 000 travailleurs et 800 travailleurs de la RPDC de produire une grande variété de textile, de céramique et d'autres produits destinés au marché intérieur et à l'exportation.

La Déclaration commune du 15 juin 2000 a été suivie par l'accord du 4 octobre 2007 entre la République de Corée et la RPDC, qui a permis de développer et de renforcer les progrès accomplis à la suite de la Déclaration commune du 15 juin 2000. Les États-Unis, craignant une Corée unie et indépendante, qui constituerait un moteur économique et un facteur de paix dans le monde, ont ensuite cherché à enrayer ces développements positifs en promouvant deux anticommunistes, l'un après l'autre, en tant que président de la RDC. De 2008 à 2016, Lee Myung Bak, un ancien maire de Séoul, et Park Gyeun-hye, ont commencé entre eux à saboter le travail accompli par les administrations précédentes pour renforcer et normaliser les liens qui avaient été tissés, notamment par la décision unilatérale de Park Gyeun-hye de mettre fin en 2016 au projet commun à Kaesong.

Après la destitution de Park Gyeun-hye pour corruption, les électeurs de l'élection présidentielle de mai 2017 ont élu Moon Jae-in, qui s'était engagé pendant la campagne électorale à donner un second souffle aux relations nord-sud. Au cours de son premier mandat, le président Moon s'est attaché en priorité à rétablir les liens nord-sud et a été réceptif aux propositions de Kim Jong Un et de la RPDC qui ont finalement conduit à la Déclaration de Panmunjom pour la paix, la prospérité et l'unification de la péninsule coréenne, signée par les deux dirigeants le 27 avril 2018. Cet accord historique réaffirmait tous les accords précédents et allait plus loin, en déclarant, entre autres mesures importantes, que les deux parties s'abstiendraient de toute provocation militaire. Cette déclaration a été célébrée à juste titre par le peuple coréen et l'humanité éprise de paix comme un grand pas en avant pour les relations intercoréennes et pour la paix dans la péninsule coréenne et dans le monde.

Ce qui a continué de faire obstacle aux aspirations du peuple coréen et à son projet d'édification nationale, ce sont les machinations et la perfidie des impérialistes américains qui ont été à l'origine responsables de la division de la Corée en 1945 et qui continuent aujourd'hui de maintenir la Corée divisée. La domination militaire, économique et politique et la militarisation de la République de Corée par les impérialistes américains et leurs tentatives d'étouffer la RPDC par le biais d'une série de sanctions injustes et brutales du Conseil de sécurité de l'ONU, visent toutes à réaliser les intérêts géopolitiques de l'impérialisme américain en Asie de l'Est et la région indopacifique dans le cadre de leur quête pour la domination mondiale. Au cours de ce processus, les États-Unis ont procédé à une arsenalisation de la RDC afin de s'en servir comme une passerelle pour menacer la Chine et la Russie.

Le gouvernement canadien joue également un sale rôle dans la région en participant à des provocations et agressions contre la RPDC, comme il le fait au Venezuela. La semaine dernière, le gouvernement Trudeau a annoncé par l'intermédiaire du ministère de la Défense nationale que l'armée canadienne va continuer pendant deux autres années de surveiller les expéditions à destination et en provenance de la RPDC afin d'appliquer les sanctions injustes imposées par l'ONU, une opération commencée il y a un peu plus d'un an.

La domination militaire des États-Unis en Corée du sud est telle que la Corée du sud est obligée de payer environ un milliard de dollars par an pour couvrir le coût du maintien de 28 000 soldats américains sur son territoire, ainsi que pour l'entretien des bases et des installations militaires américaines. De plus, la RDC est l'un des plus gros acheteurs d'armes américaines. Malgré l'article no 2 de la Déclaration de Panmunjom selon laquelle la République de Corée et la RPDC « travailleront ensemble pour atténuer la grave tension militaire et à éliminer effectivement le danger de guerre dans la péninsule coréenne », cela a été difficile à réaliser en raison de l'armée américaine en RDC et le Traité de défense mutuelle RDC-États-Unis de 1953 que les États-Unis ont imposé à la République de Corée en 1953 après la Guerre de Corée. Les termes du traité forcent la République de Corée à prendre part aux exercices militaires Key Resolve et Foal Eagle, qui constituent des tentatives à peine voilées de menacer la RPDC et les pays qui prennent sa défense, la Chine et la Russie. En outre, les États-Unis ont jusqu'à présent refusé de mettre en oeuvre les engagements qu'ils avaient pris à la suite de l'Accord du Sommet RPDC-États-Unis signé à Singapour le 12 juin dernier, dont le deuxième des quatre articles indique notamment que : « La RPDC et les États-Unis conjugueront leurs efforts pour instaurer un système de paix permanent et durable dans la péninsule

coréenne. »

Entre-temps, le peuple coréen continue de s'organiser et de prendre position pour la défense de la paix et de la souveraineté. Des actions sont menées chaque jour pour s'opposer à la présence militaire américaine et demander au gouvernement Moon de continuer à établir des relations pacifiques avec la RPDC. Des activistes organisent des actions devant l'ambassade américaine à Séoul chaque semaine, appelant au retrait des troupes américaines et de leur arsenal du sol coréen. Des activistes de la paix mènent également des actions à Busan, dans l'île de Jeju et ailleurs. Et c'est la chose déterminante. Ce sont les Coréens qui montrent par leurs actes qu'ils décideront de l'avenir de la Corée. Tenir tête aux menaces et au diktat américains est à la base des droits principes qui guident le mouvement de réunification coréen : la réunification sera réalisée indépendamment, sans ingérence extérieure, grâce à l'unité politique du peuple coréen malgré ses différends idéologiques et de manière pacifique.

À cette occasion, engageons-nous, en tant que peuple canadien fraternel épris de paix, à renforcer notre soutien à la lutte courageuse et déterminée du peuple coréen pour la paix, la réunification et le progrès de la Corée.



Défendons les droits des immigrants et des réfugiés aux États-Unis

La résistance au profilage et aux fouilles des patrouilles frontalières

Les personnes qui sont injustement victimes du profilage des agents des patrouilles du Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis, qui montent à bord d'autobus et exigent des documents de citoyenneté, résistent et défendent leurs droits et les droits de tous ceux qui sont victimes de profilage, de harcèlement et qui, dans certains cas, sont détenus. Les gens ne sont pas tenus d'avoir avec eux une preuve de citoyenneté lorsqu'ils voyagent, sauf s'ils doivent franchir la frontière. Cependant, les agents du Service de l'immigration et de l'application des règles douanières (ICE) et les patrouilles du Service des douanes et de la protection des frontières (CBP), de façon arbitraire, montent à bord d'autobus et exigent une preuve de citoyenneté. Ils le font en se basant sur le profilage racial et ciblent ceux qui selon eux semblent être des immigrants.

Ces interventions ont souvent lieu dans les autobus et les trains qui font la liaison entre New York et Syracuse ou Rochester, ainsi que dans les autobus qui partent de Philadelphie et traversent la Pennsylvanie. Les États de la Nouvelle-Angleterre sont également touchés, tout comme l'État de Washington.

Comme en témoigne une personne victime de ce profilage : « J'étais très en colère parce qu'ils faisaient manifestement du profilage. » Elle est Portoricaine et citoyenne américaine. « Ils ont vraiment ignoré toutes les personnes blanches. » Elle a vu les agents descendre les allées, et s'arrêter seulement devant les personnes de couleur pour leur demander : « Êtes-vous d'ici ? Avez-vous vos papiers ? »

Les voyageurs à bord d'autobus et de trains du nord des États-Unis disent qu'ils sont arrêtés, interrogés et détenus de plus en plus fréquemment. Les défenseurs des droits soulignent que ces contrôles et ces fouilles sont illégaux. Un passager ne peut être détenu et interrogé par les agents de la CBP sans motif de soupçon que la personne est en infraction, et ce soupçon ne peut pas être fondé sur la couleur de la peau d'une personne, sa capacité de parler anglais ou son incapacité à produire des documents, étant donné qu'elle ne traverse pas la frontière.

Ce type de fouilles et contrôles illégaux a lieu jusqu'à trois fois par jour dans certaines gares d'autobus du nord, même dans celles qui n'ont pas de liaisons directes vers la frontière. Ces contrôles entraînent des retards et des correspondances ratées et aussi la détention à long terme d'immigrants qui n'ont commis aucun crime et qui sont détenus à cause du profilage racial.

Selon la loi de l'immigration, les agents ont le pouvoir de fouiller sans mandat les véhicules qui se trouvent « à une distance raisonnable de toute frontière extérieure des États-Unis ». Selon le CBP cela inclut tout véhicule qui se trouve à moins de 160 kilomètres de toute frontière terrestre ou maritime. Cette vaste zone englobe des régions où vit plus de la moitié de la population américaine, toute la côte est et la côte ouest ainsi que toute la Nouvelle-Angleterre, la Floride et la plus grande partie de l'État de New York. Les autobus sont souvent à des centaines de kilomètres de la frontière nord ou sud, mais les agents du CBP interviennent quand même.

C'est le long de la frontière nord que la majorité des fouilles et des contrôles ont lieu. Face aux condamnations massives de ces activités illégales par les passagers - citoyens et non-citoyens - Greyhound, la plus grande compagnie de bus des États-Unis, s'est plainte au gouvernement.

Selon des incidents signalés à des avocats ou décrits dans des documents judiciaires, dans le Vermont, en Floride, en Californie, à Détroit, à Rochester, à Spokane et ailleurs, des agents sont montés à bord d'autobus et ont demandé aux passagers où ils étaient nés ou exigé de voir leurs papiers. Des passagers ont filmé ou photographié plusieurs de ces interactions dans le cadre de leur résistance, et leur diffusion en ligne a provoqué l'indignation et leur condamnation. On peut ainsi voir le CBP en train d'interroger des citoyens, des titulaires de la carte verte et des bénéficiaires du programme DACA [Action différée pour les arrivées d'enfance] - et dans certains cas, l'arrestation de citoyens et d'immigrants en situation régulière sous prétexte que leurs documents sont faux.

La forte opposition et la lutte continue contre le profilage racial du gouvernement, les fouilles, les contrôles et les détentions injustes sont un élément important de la lutte pour défendre les droits de tous.

(Voice of Revolution. Traduction: LML)



Le Nouveau-Mexique poursuit l'administration Trump pour ses politiques d'immigration

- Bureau de la gouverneure du Nouveau-Mexique, Lujan Grisham -

La gouverneure Michelle Lujan Grisham a annoncé, au nom de l'État du Nouveau-Mexique, qu'elle poursuit en justice le gouvernement des États-Unis pour tenter d'empêcher la mise en liberté sans discernement par l'administration Trump des migrants dans les communautés des régions frontalières de cet État, en violation de la politique de la « mise en liberté sécuritaire » du gouvernement fédéral, ce qui fait en sorte que des individus et des familles sont laissés à eux-mêmes et doivent être pris en main par les gouvernements locaux et des organisations à but non lucratif. La plainte vise aussi à obtenir un remboursement pour les coûts encourus par l'État en raison de la dérogation du gouvernement fédéral à sa responsabilité d'administrer le système d'immigration de ce pays et les demandes d'asile.

Déposée auprès de la Cour de district des États-Unis pour le district du Nouveau-Mexique, la plainte de la gouverneure et de la ville d'Albuquerque en tant que codemanderesse conteste l'abandon par le gouvernement fédéral de son programme de mise en liberté sécuritaire de longue date, qui permettait aux personnes demandant asile d'obtenir de l'aide en attendant d'arriver à leur destination

finale pendant que leur demande est traitée. On a laissé tomber cette politique de façon soudaine et illégale, sans avertissement et sans permettre aux juridictions concernées de dire leur mot, y compris l'État et la ville d'Albuquerque. Les décisions politiques du gouvernement fédéral ont eu de nombreuses et multiples répercussions sur l'État du Nouveau-Mexique et sur les demandeurs d'asile, qui ont dû subvenir à leurs besoins dans les communautés du Nouveau-Mexique adjacentes à la frontière. Alors que l'État et les communautés frontalières ont tenté d'éviter une exacerbation de la crise humanitaire déclenchée par cette politique, le prix à payer pour le Nouveau-Mexique a été très élevé et il n'y a aucune indication que la situation va s'améliorer.

L'État et la ville demandent au tribunal d'annuler la résiliation par le gouvernement fédéral de sa politique de mise en liberté sécuritaire, puisqu'elle est sans valeur et sans effet juridique. Ils demandent aussi que la Cour impose des injonctions préliminaires et permanentes exigeant des défendeurs en question de fournir aux individus et aux familles demandeurs d'asile une aide équivalente à celle prévue dans la politique de mise en liberté sécuritaire, et qu'elle exige un remboursement des dépenses encourues par l'État et la ville à la suite de l'abandon illégal de la politique de mise en liberté sécuritaire.

La plainte nomme le secrétaire par intérim du département de la Sécurité intérieure des États-Unis, Kevin McAleenan, le directeur par intérim du Service de l'immigration et de l'application des règles douanières (ICE), Mark Morgan, le directeur adjoint du ICE, Matthew Albence, la directrice générale associée des Opérations d'application de la loi et de renvoi du ICE, Nathalie Asher, et la dirigeante de la Patrouille frontalière des États-Unis, Carla Provost.

« L'administration Trump a systématiquement et de toute évidence échoué dans sa réponse à la crise humanitaire à notre frontière méridionale et au traitement des questions légitimes touchant à la sécurité frontalière, a dit la gouverneure Lujan Grisham. Le président a montré à maintes reprises qu'il n'était intéressé qu'à démoniser les gens vulnérables qui arrivent à la frontière, incitant des craintes non fondées au sujet de la sécurité nationale tout en n'entreprenant aucune action pour, de façon concrète et proactive, protéger les immigrants et nos communautés de la frontière méridionale de la traite des personnes et du narcotrafic. Il y a une absence de leadership. Ce sont les communautés du Nouveau-Mexique qui ont pallié le vide qui a été créé. Mais des solutions à long terme sont requises. Le but de la poursuite juridique est de protéger, de façon équitable, les Nouveaux-Mexicains et les gouvernements locaux, d'une part, et les demandeurs d'asile de l'Amérique centrale et d'ailleurs qui ont souffert de la négligence des décideurs de Washington, de l'autre. »

« Ce sont les organisations et volontaires religieux locaux qui doivent réparer les dégâts de l'administration fédérale sur la question de l'immigration, a dit le maire Tim Keller. Lorsque le gouvernement fédéral a abandonné la politique de 'mise en liberté sécuritaire', il a abandonné les États frontaliers. Les membres compatissants de la communauté d'Albuquerque ont répondu à l'appel et sont venus en aide à ces familles dépourvues au moment de transiter par notre ville dans leur difficile voyage, et notre ville a répondu à l'appel en appuyant nos voisins et amis dans cet effort. Il est temps que l'administration fédérale fasse sa part et assume ses responsabilités juridiques envers ces familles, notre État et notre ville. »

En avril, le comté de San Diego a déposé une poursuite semblable auprès de la Cour de district des États-Unis de la Californie du Sud.

(10 juin 2019. Traduction: LML)



Poursuite contre le refus illégal de libération conditionnelle aux demandeurs d'asile

- Union américaine des libertés civiles -



L'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU) de la Louisiane a intenté une poursuite aujourd'hui contre l'administration Trump pour son refus systématique d'accorder leur libération à des centaines de personnes qui languissent dans les prisons d'immigration après avoir demandé l'asile légalement aux États-Unis.

La poursuite en recours collectif a été intentée devant le Tribunal de District des États-Unis pour le District de Columbia, au nom de 12 plaignants nommés qui, comme des centaines d'autres migrants, ont demandé l'asile à des points d'entrée officiels conformément à la loi fédérale et ont ensuite été confinés et envoyés dans des prisons éloignées en Louisiane et en Alabama.

Parce que la loi leur nie le droit de demander leur libération à un juge de l'immigration, ils se sont tournés vers le Département de la sécurité intérieure (DSH) qui est lié par des règles qui favorisent leur libération sur parole. Le Service de l'immigration et de l'application des règles douanières (ICE), l'agence du DDSH qui est chargée de détenir ou de relâcher les migrants, a cependant totalement rejeté leur libération conditionnelle même lorsque les demandeurs ont une cause d'asile sérieuse et satisfont aux exigences légales.

Selon la poursuite, la politique d'ICE requiert que les demandeurs soient libérés s'ils établissent leur identité et démontrent qu'ils ne constituent pas un danger, et ne risquent pas de s'enfuir.

« Comme des centaines de personnes qui sont détenues dans de multiples centres de détention d'ICE dans l'extrême sud, nos plaignants demandeurs d'asile sont punis pour avoir observé la loi », a dit l'avocate superviseure principale du SPLC (Centre juridique pour mettre fin à la pauvreté dans les États du Sud), Luz Virginia Lopez. « Ils ont suivi le processus légal en se présentant d'abord à un point d'entrée, et c'est ainsi que les États-Unis les remercient, avec cruauté et au mépris de la loi. »

Les approbations de libération conditionnelle ont fortement chuté sous le président Trump. Il y a moins de dix ans, environ 90 % des demandeurs d'asile étaient libérés. Aujourd'hui, au bureau local d'ICE de la Nouvelle-Orléans, qui est responsable des demandeurs d'asile confinés dans plusieurs États du sud-est, la libération conditionnelle a été accordée seulement dans deux cas sur 130 en 2018.

« Ici en Louisiane, des milliers d'immigrants et de demandeurs d'asile subissent maintenant des

conditions brutales et inhumaines dans nos centres de détention et nos prisons, avec pratiquement aucun espoir de libération », a dit Bruce Hamilton, avocat à l'ACLU en Louisiane et partenaire juridique dans cette cause. « Nous intentons cette poursuite pour mettre fin aux abus et forcer l'administration Trump à respecter la loi. » La poursuite met aussi en lumière l'impact du traitement déshumanisant, en particulier le recours abusif à l'isolement cellulaire et les soins de santé inadéquats, qui est chose quotidienne dans les prisons d'immigration, lesquelles sont souvent à but lucratif.

« Dans tout le pays, il y a un large consensus à l'effet que l'incarcération fait plus de mal que de bien à nos communautés », a dit l'avocate Laura Rivera. « Pourtant, alors que les réformes de la justice criminelle mènent à une baisse des taux d'incarcération, cette administration remplit les prisons et les centres de détention d'un nombre record de migrants, plus de 53 000 selon le dernier décompte. Cela cause des souffrances sans bornes et est illégal. J'ai passé une semaine au Centre de traitement d'ICE de Pine Prairie en Louisiane et j'ai vu des autobus s'aligner l'un après l'autre devant le centre pour décharger leur cargaison humaine. De nombreux immigrants passent des mois dans ces centres et ce sont les contribuables qui paient la note. »

(30 mai 2019. Traduction: LML)



Une injonction de la Cour fédérale des États-Unis bloque en partie le mur frontalier



Le vendredi 24 mai, un juge fédéral a empêché l'administration Trump de construire des segments du mur le long de la frontière méridionale et a bloqué le transfert de près de 1 milliard de dollars du département de la Défense destinés au mur.

Le juge de district des États-Unis, Haywood Gilliam Jr., du district Nord de la Californie, a accordé une injonction temporaire à la suite de la poursuite entamée par l'Union américaine des libertés civiles (ACLU) au nom du Sierra Club et de la Coalition des communautés frontalières méridionales.

Par suite d'une dispute en février au Congrès sur la question du budget, alors que le président Trump s'est retrouvé sans les sommes qu'il avait demandées pour son mur frontalier, celui-ci a déclaré une urgence nationale afin d'obtenir les fonds du département de la Défense pour la

construction du mur.

Jugeant que la construction dans certaines régions du Texas et de l'Arizona pourrait causer des « torts irréparables » à l'environnement et que les demandeurs pouvaient « démontrer de façon plausible » que l'administration Trump avait « outrepassé son autorité statutaire », le juge Gilliam a affirmé que l'injonction temporaire était justifiée.

Gilliam a soulevé la question de la séparation des pouvoirs entre les trois branches de gouvernement, en particulier le pouvoir législatif d'attribuer des fonds. « Le contrôle 'absolu' du Congrès des dépenses fédérales — même si ce contrôle devait frustrer les intentions de la branche exécutive quant aux initiatives qu'elle juge importantes — n'est pas un défaut du système constitutionnel, a écrit Gilliam dans sa décision de 56 pages. C'est un rouage de ce système, un rouage essentiel. »

Le juge Gilliam a cité les essais fédéralistes de James Madison sur l'importance de limiter la branche exécutive dans son appropriation de pouvoirs qui relèvent d'autres branches gouvernementales. « En somme, la position défendue lorsque le Congrès refuse une demande de l'exécutif de s'approprier des fonds et que l'exécutif trouve néanmoins le moyen de dépenser ces fonds 'sans le Congrès' n'est pas compatible avec les principes de base de la séparation des pouvoirs qui remonte au début de notre République », écrit Gilliam.

L'ACLU a maintenu que le recours à la déclaration d'urgence pour recueillir des fonds pour la construction du mur après que le Congrès ait refusé au président Trump les 5 milliards de dollars qu'il demandait était illégal. L'avocat de l'ACLU, Dror Ladin, a dit que la cour avait bloqué tous les projets de construction immédiats liés au mur.

Gloria Smith, l'avocate du Sierra Club, a dit que la décision était aussi une victoire pour l'environnement. « Les murs divisent les quartiers, rendent les inondations encore plus dangereuses, détruisent la flore et la faune et gaspillent des ressources qui devraient plutôt servir aux infrastructures dont ces communautés ont vraiment besoin », a-t-elle dit.

(Court House News, 24 mai 2019. Traduction: LML)



Les fonctionnaires de Trump veulent utiliser des bases militaires pour emprisonner 5000 enfants sans papiers

Des responsables de l'administration Trump du département de la Santé et des Services sociaux (HHS) se sont récemment rendus à la base militaire de Fort Benning en Géorgie dans le cadre des plans d'emprisonner 5 000 enfants immigrants sans papiers. Le HHS est responsable du placement des enfants une fois qu'ils ne sont plus détenus par Immigration and Customs Enforcement (ICE) qui est censé les garder pendant un maximum de 72 heures. Généralement, ils sont placés dans des églises ou auprès d'organisations caritatives similaires ou dans des familles. Maintenant, l'administration maintient les enfants dans des conditions similaires à la prison pendant de plus longues périodes.

Fort Benning est l'une des trois bases militaires que le HHS envisage d'utiliser, les autres étant Fort Still en Oklahoma et la base aérienne de Malmstrom dans le Montana. Les fonctionnaires décident quels bâtiments déjà en place peuvent être utilisés pour accueillir les enfants et quelles portions du territoire des bases pourraient être utilisées pour construire davantage de « villes-tentes ».

Le HHS travaille en collaboration avec le Pentagone, ce qui indique que le HHS en tant qu'agence est intégré à l'application de la loi, plutôt que d'agir en tant qu'agence non policière des services sociaux. « À la demande du département américain de la Santé et des Services sociaux (HHS) et avec le soutien du Département américain de la défense (DoD), HHS procédera à une évaluation sur site de la propriété inutilisée par le DoD en vue de son utilisation future comme abri temporaire d'urgence pour des enfants étrangers non accompagnés », a déclaré HHS dans un communiqué.



Les défenseurs des droits soulignent que le fait de loger des enfants dans des conditions similaires à une prison nuit aux enfants qui n'ont commis aucun crime et qui ont le droit d'asile et le droit, en tant qu'êtres humains, d'être traités avec dignité et d'avoir tous leurs droits, y compris les droits à l'éducation et aux soins de santé prévus. Un certain nombre d'enfants sont décédés alors qu'ils étaient sous la garde d'ICE, principalement par manque de soins de santé. L'utilisation de bases militaires rend également beaucoup plus difficile pour les avocats et les défenseurs des droits d'aider les jeunes, car l'accès aux bases est restreint.

Ce qu'il faut, c'est que les enfants soient immédiatement placés dans leur famille qui vit déjà pour la plupart aux États-Unis, ou dans des logements qui existent dans toutes les communautés du pays pour les jeunes dans le besoin.

Élimination de l'enseignement scolaire pour les jeunes détenus

Plus de 63 % des migrants appréhendés à la frontière en mai étaient des enfants et des familles, principalement d'Amérique centrale. Les agents du Service de la douane et de la protection des frontières des États-Unis (CBP) ont arrêté plus de 144 000 personnes, dont beaucoup d'enfants dont certains sont des mineurs non accompagnés. Ces jeunes seront détenus parfois pendant des mois ou plus. Des milliers d'autres s'ajoutent aux personnes déjà détenues injustement et inhumainement dans des « villes-tentes », des niches à chien et autres installations similaires à une prison. Malgré cela, le gouvernement a annoncé l'annulation des cours d'anglais, de l'aide juridique et des activités de loisirs pour les enfants en détention.



Le département de la Sécurité intérieure se prépare également à emprisonner davantage de bébés. Ils ont acheté 2,2 millions de couches pour bébé qui seront entreposées dans un nouveau centre de détention fait de tentes au Texas, ainsi que 20 000 biberons et 3 000 lingettes pour bébés.

Les documents de la Cour font état de conditions « analogues à une prison », qui peuvent infliger des dommages psychologiques à ceux détenus dans les centres de détention, y compris ceux de Floride et du Texas où sont détenus des milliers de jeunes.



Un Parlement européen fragmenté

Tout comme l'Europe des monopoles est fragmentée, les élections du nouveau Parlement européen ont produit un parlement fragmenté. Tous deux sont déchirés par des intérêts privés rivaux en lice pour le contrôle des peuples dont les États-nations ne représentent plus leur droit souverain de décider eux-mêmes. Un article de German Foreign Policy, par exemple, décrit l'impact de l'introduction de l'euro sur les États membres de l'Union européenne, 1er janvier 1999.

German Foreign Policy rapporte : « Selon une étude récente de la Fondation Bertelsmann, l'industrie allemande, représentée par la Fédération des industries allemandes (BDI), est la plus grande gagnante de l'Union européenne (UE), avec 86 milliards d'euros par an, grâce au marché commun. En février dernier, le Centre de politique européenne (CEP) soulignait que l'Allemagne était la plus grande bénéficiaire de l'euro : depuis sa création, la monnaie unique a généré près de 1,9 billion d'euros pour la puissance centrale, tout en coûtant à l'Italie 4,3 billions d'euros. Alors que la BDI parle de l'UE en termes élogieux, près d'un quart de la population de l'UE est menacée par la pauvreté et l'exclusion sociale. »

La croissance annuelle du revenu par habitant, par exemple en Espagne (589), en Grèce (401), en Pologne (382) ou en Bulgarie (193) est beaucoup plus faible qu'en Allemagne (1 024).[1]

« L'Allemagne est non seulement le principal bénéficiaire du marché commun, mais aussi le principal bénéficiaire de l'introduction de l'euro. Cela a été confirmé par une étude publiée en février par le CEP de Fribourg.[2] L'étude souligne qu'en 2017, le produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne aurait été de 280 milliards d'euros de moins, sans la monnaie unique de l'UE. Au total, depuis l'introduction de l'euro, jusqu'en 2017, l'Allemagne a gagné près de 1,9 billion d'euros, soit environ 23 116 euros par habitant.[3] Toutefois, le CEP souligne également que, sur les huit pays de l'euro étudiés, seuls les Pays-Bas affichaient un résultat positif - plus de 346 milliards d'euros jusqu'en 2017 inclus, soit 21 003 euros par habitant. La France et l'Italie, cependant, ont été les grands perdants. Le PIB français serait de 374 milliards d'euros de plus, celui de l'Italie, même de 530 milliards d'euros de plus, si la monnaie commune n'avait pas été introduite, rapporte le CEP. De 1999 à 2017, la France a perdu environ 3,6 milliards d'euros (55 996 euros par habitant). Au cours de la même période, l'Italie a perdu plus de 4,3 billions d'euros (73 605 euros par habitant). »

En 2017, selon Eurostat, l'office statistique de l'UE, 22,5 % de la population de l'Union était menacée de pauvreté et d'exclusion sociale[3], soit à peine 1,2 % de moins que dix ans plus tôt (23,7 % en 2008). En 2017, la proportion des personnes dans l'UE, qui étaient toujours classées comme étant menacées de pauvreté, après avoir reçu leurs prestations d'aide sociale, était de 16,9 %, soit plus qu'en 2008 (16,6 %). Seuls sept pays de l'UE ont réussi à réduire leurs proportions de 2008, tandis que dans 19 pays de l'UE, elles ont continué à augmenter. Selon Eurostat, en 2017, 6,9 % de la population de l'UE est « en situation de privation matérielle sévère ». Ces chiffres renvoient au seuil de risque de pauvreté déterminé au niveau national, dont les faibles niveaux sont eux-mêmes des indicateurs de l'écart de prospérité qui existe au sein de l'Union européenne. Alors qu'en Allemagne, en 2017, les personnes menacées de pauvreté étaient les adultes seuls ayant un revenu inférieur à 13 152 euros par an, en Grèce - avec des dépenses de subsistance similaires à divers égards - seules les personnes ayant un revenu inférieur à 4 560 euros par an étaient considérées comme menacées de pauvreté. En Lituanie, en 2017, le seuil était de 3 681 euros, et en Bulgarie de 2 150 euros. Comme mentionné ci-dessus, la BDI parle de l'UE comme étant un « royaume de prospérité [...] avec un niveau élevé de responsabilité sociale ». [4]

« De nombreux pays d'Europe orientale et d'Europe du Sud-Est sont devenus des sites de production à faible coût pour les entreprises allemandes, ce qui a alimenté l'énorme succès d'exportation de l'industrie allemande, et même l'a rendu possible. Le commerce allemand avec toute

la région est en plein essor. Les échanges commerciaux entre l'Allemagne et le groupe de Visegrad (la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie) ont été d'environ 256 milliards en 2017, soit nettement plus que les échanges avec la Chine (environ 170 milliards). Une part importante du commerce allemand avec le groupe de Visegrad se compose d'échanges de livraison entre des usines allemandes en Allemagne et leurs filiales dans les pays du groupe de Visegrad. Grâce à sa situation géographique au coeur du continent et à ses relations traditionnelles, l'Allemagne a profité plus que tous les autres pays de l'UE de son élargissement vers l'Est. La Grande-Bretagne, à la périphérie occidentale de l'UE, offre un exemple du contraire. Comme les experts de l'Institut économique allemand (IW, Cologne) l'ont indiqué en octobre, la Grande-Bretagne « a peu bénéficié » de l'élargissement de l'UE vers l'Est. Par conséquent, elle joue « un rôle beaucoup moins important » que l'Allemagne dans les chaînes de production de l'Union européenne. »[5]

L'UE reste le marché de vente le plus important de l'économie allemande. En 2017, l'Allemagne a exporté environ 750 milliards vers d'autres pays membres de l'UE, soit 58,6 % de ses exportations totales, accumulant ainsi un excédent d'exportation de près de 160 milliards.[6] Ces énormes avantages expliquent la satisfaction de la grande majorité des entrepreneurs allemands envers l'UE, malgré le mécontentement croissant des petites et moyennes entreprises allemandes.[7]

Les résultats des élections

Les élections au Parlement européen ont eu lieu dans les 28 États membres de l'UE, en hausse par rapport à 12 en 1994. Le taux de participation a été de 50,5 %, le plus élevé en 20 ans. Le Parti populaire européen (PPE) a remporté 180 sièges (35 de moins qu'en 2014), et l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D) 146 sièges (40 de moins qu'en 2014). Ensemble, ils ont obtenu 326 sièges, mais pas la majorité au sein du parlement qui compte 751 députés.

Les médias parlent d'une « vague verte », car les verts ont augmenté le nombre de leurs députés de 50 à 67, grâce à une forte représentation en Allemagne et en France.

En Allemagne, le parti Vert a presque doublé ses votes par rapport à 2014 et est arrivé en deuxième place avec 20,5 % des voix.

En France, La République en Marche (LREM) du président Emmanuel Macron et le Rassemblement national de Marine Le Pen entrent dans le nouveau Parlement européen avec 23 sièges chacun. Le Rassemblement national a recueilli un nombre record de voix (5,3 millions, contre 4,7 millions en 2014), plus que le 23,3 % des suffrages exprimés pour le LREM. Europe-Ecologie-Les-Verts de Yannick Jadot a pris la troisième place avec 13,5 % des suffrages, « une augmentation significative » par rapport à leur score de 9,9 % des suffrages en 2014 et plus qu'estimé dans les sondages préélectoraux.

En Italie, « le parti d'extrême droite de Matteo Salvini a cimenté son emprise sur le paysage électoral avec 34,3 %, au détriment de son partenaire de la coalition du gouvernement national, le Mouvement 5 Étoiles, qui a obtenu la moitié moins de voix (17,1 %) pour arriver en troisième », rapporte France 24. Forza Italia de l'ancien premier ministre Silvio Berlusconi a obtenu moins de 9 % des voix.

En Autriche, le grand vainqueur des élections européennes serait le chancelier Sebastian Kurz. « Au beau milieu d'une crise gouvernementale provoquée par le scandale de corruption de son partenaire dans la coalition, son parti, l'OVP, a augmenté de 7 % sa part du vote et obtient sept sièges au nouveau parlement européen. Par ailleurs, en République tchèque, le parti du premier ministre populiste, Andrej Babis, l'ANO, a remporté le plus grand nombre de voix, alors que Babis fait face à des accusations de fraude portant sur le détournement de fonds de l'UE. Il en va de même pour le premier ministre bulgare Boyko Borissov, dont le GERB s'est renforcé malgré les récents

scandales », rapporte EURACTIV.com. [8]

En Grèce, « le premier ministre, Alexis Tsipras, à la suite de défaites cuisantes aux mains de l'opposition conservatrice du Nouveau Parti démocratique (PPE) aux élections européennes et locales, a annoncé des élections anticipées, qui auront lieu sans doute le 30 juin. »

« Toute la gauche européenne a vu sa représentation baisser, passant de 52 à 39 députés. »

« La Coalition européenne du mouvement d'opposition polonais, composée de la Plateforme civique (PO), dirigée par l'ancien président du Conseil européen, Donald Tusk, et d'un groupe de partis de gauche et ruraux, a obtenu 38,3 %, mais reste toujours derrière le Parti droit et justice (PiS) au pouvoir. Le fait que l'opposition unie n'ait pas réussi à l'emporter sur le parti au pouvoir est une défaite en soi. Le résultat serré place les deux camps sur une trajectoire de collision frontale pour les élections nationales en automne, ce qui pour l'instant ne présage rien de bon pour l'opposition. »

En Hongrie, le Parti Fidesz du premier ministre Viktor Orban « a été pratiquement le seul parti du continent à remporter une majorité absolue avec 52,3 % des suffrages. Le seul autre parti qui remporté une majorité absolue est le Parti travailliste de Malte. »

En Grande-Bretagne, le nouveau Parti du Brexit de Nigel Farage a remporté 31,7 % des suffrages et 29 des 73 sièges de la Grande-Bretagne. Le Parti conservateur n'a recueilli que 8,7 % des suffrages, tandis que le Parti travailliste de Jeremy Corbyn a recueilli 14,1 % des suffrages. Les libéraux-démocrates et les verts ont obtenu de « solides résultats historiques ».

Selon France 24, « les résultats des élections de dimanche devraient remodeler la coalition au pouvoir de l'UE, car les partis d'extrême droite, les verts et les libéraux proeuropéens ont fait de gros gains aux dépens des partis de l'establishment de gauche et de droite. » [9]

Notes

1. Giordano Mion, Dominic Ponattu : « Ökonomische Effekte des EU-Binnenmarktes in Europas Ländern und Regionen. Herausgegeben von der Bertelsmann Stiftung ». Gütersloh 2019.

2. « L'euro a 20 ans : qui sont les perdants ? Qui sont les gagnants ? Une étude empirique », Alessandro Gasparotti et Matthias Kullas, Les Études du CEP, Fribourg, février 2019

3. « Tendance à la baisse pour la proportion de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE », Eurostat Communiqué de presse, 159/2018 - 16 octobre 2018

4. « Gemeinsamer Appell der deutschen Wirtschaft : Wirtschaft für Europa », bdi.eu, 5 septembre 2019.

5. Michael Hüther, Matthias Diermeier, Markos Jung, Andrew Bassilakis : « If Nothing is Achieved : Who Pays for the Brexit ? », Intereconomics 5/2018, 274-280.

6. « EU weiterhin mit Abstand wichtigster Handelspartner Deutschlands », handelsblatt.com, 7 mai 2018.

7. Voir : « Europas Achsen », german-foreign-policy.com, 3 juillet 2018.

8. « Farage tops poll and Remain parties surge as EU polls spell out UK's divide », Benjamin Fox, EURACTIV.com, 27 mai 2019.

9. « Populist push, green wave, establishment in turmoil : a round-up of the EU elections », France 24, 28 mai 2019.

La division du corps politique en Grande-Bretagne

- *Workers' Weekly* -

Les élections des eurodéputés au Parlement européen se sont déroulées en Grande-Bretagne le 23 mai. Elles ont été présentées comme des élections dont personne ne voulait, car il est envisagé que les eurodéputés élus ne siègent pas avant l'échéance révisée du Brexit, le 31 octobre. Les partis principaux de Westminster ont à peine une position cohérente en tant que partis et le Parti du Brexit a été enregistré à l'origine comme une société à responsabilité limitée, et non comme un parti avec des membres.

Dans le même temps, les contradictions au sein de l'Union européenne (UE) s'intensifient, notamment entre la France et l'Allemagne, qui dominent le projet européen. Ils sont de plus en plus en désaccord et de plus en plus dans la tourmente à l'interne.

On ne peut donc pas vraiment se demander s'il est plus avantageux de rester dans l'Union européenne ou de la quitter, compte tenu de la nature de ce « projet européen ». L'argument selon lequel quitter est la seule option en raison de la nature néolibérale de l'UE et de sa concentration du pouvoir ne tient pas, car la classe ouvrière et les peuples britanniques ne peuvent simplement pas échapper à l'ordre du jour néolibéral de cette manière. De même, l'argument selon lequel rester basé sur le fait que l'UE garantira les droits ou est internationaliste a le défaut que l'UE est en proie à ces contradictions et que la vision d'une « Europe sociale » qui favorise systématiquement les citoyens et leurs droits continue de reculer.



La question est que le peuple doit s'opposer aux injustices auxquelles il est confronté dans sa vie quotidienne. Ces injustices font partie intégrante de la soi-disant démocratie libérale qui caractérise le système politique en place et qui fait face à une telle crise, en Grande-Bretagne et dans l'Union européenne, sans illusions ni idées préconçues. Il doit discuter de ses positions et voir si les conditions sont réunies pour ce à quoi il aspire. Et il doit savoir ce qui est nécessaire pour faire émerger les conditions de ses droits et en faire l'ordre du jour. En d'autres termes, le peuple doit résister à la tentation de transformer les partisans de rester ou de sortir en choses plutôt qu'en êtres humains ayant leurs propres droits et intérêts.



La question au cœur des considérations pour le peuple est que, Brexit ou pas, il reste à déterminer où se situe le pouvoir politique. Quelle que soit la relation entre la Grande-Bretagne et l'UE, ou entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, la classe ouvrière et les peuples de ce pays et de l'Europe, ou les relations d'État au sein du « Royaume-Uni », il reste nécessaire d'investir le peuple du pouvoir de contrôler et de prendre les décisions concernant ses propres affaires

politiques, dont tout le reste dépend. Ainsi, on peut affirmer que Brexit ou non-Brexit n'est pas une décision politique sur laquelle le corps politique doit se scinder, se ranger du côté de l'un ou de

l'autre, comme si tout le reste dépendait de cette décision politique. Voir les choses de cette façon revient à réduire les gens à des spectateurs, à des meneurs de claque ou à des râleurs.

Pour une solution dans laquelle le peuple parle en son propre nom !

(4 juin 2019. Traduction: LML.)



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca